



Réunion Jeunesse-Sénégal

Quelle place pour la jeunesse dans la coopération décentralisée franco-sénégalaise ?

Groupe-thématique Jeunesse/ groupe-pays Sénégal

Lundi 16 décembre 2013
10h00 – 17h00

Cités Unies France

9 rue Christiani – 75018 Paris
Métro Barbès-Rochechouart

Liste des participants

Ambassade du Sénégal à Paris :

- Cheikh Agne, conseiller en charge de la coopération décentralisée

Ministère français des affaires étrangères :

- Sylvie Grandemange, adjointe au responsable Pôle Volontariat/ Programme jeunesse à la délégation pour les relations avec la société civile et les partenariats

Collectivités territoriales françaises :

- Véronique Herupe, chargée de mission coopération décentralisée, Conseil général de l'Allier
- Sylvain Bacle, conseiller délégué aux relations internationales, ville de Bougenais
- Magali Fricaudet, chargée de projets, ville de Nanterre
- Frédéric Parisot, chef de projet, communauté urbaine de Lille
- Chantal Dhoukar, conseillère régionale, Conseil régional de Bourgogne
- Virginie Vanhée, chargée de mission, ville de Lille
- Ahmed Fallah, coordinateur jeunesse, ville d'Amiens
- Abed Hennouni, animateur jeunesse, ville d'Amiens
- Anaïs Leblet, en service civique à la région Rhône-Alpes
- Solenne Boutin, chargée de mission, ville de Valence

Collectivité territoriale sénégalaise :

- Mansour Khouma, directeur de cabinet du maire de Pikine

Associations :

- Claire Bijou, présidente du comité de jumelage Malemort-Sakal
- Cheikh Sylla, chargé de mission au comité de jumelage Malemort-Sakal
- Yannick Billard, chef de projet, Pays de Savoie Solidaires

- Thomas Cossé, responsable de l'Unité Régions France, France-Volontaires
- Patrick Robert, directeur régional, France-Volontaires
- Michaële Groshans, directrice d'ADOS
- Christine Bourdez, association Solid'art
- Lamine Sakho, association Kayak sans Frontières à Annecy
- Moussé Bao, MECSET
- Abou Gueye, ADDFEAP
- Pierre-André Fievet, consultant
- Eric Bodoule Sosso, réalisateur- BNDB Productions

Cités Unies France :

- Sarah De Rekeneire, chargée de mission Sénégal
- Linda Naili, chargée de mission jeunesse
- Maxime Georges, ancien chargé de mission jeunesse.

Cette rencontre co-organisée par Cités –Unies France (CUF), l'Ambassade du Sénégal en France, Pays de Savoie Solidaire et France Volontaires a réuni des acteurs de coopération décentralisée et non gouvernementale français impliqués dans des actions sur la thématique de la Jeunesse au Sénégal. Plus de 26 personnes, représentants de collectivités territoriales, et d'associations ont assisté à la rencontre.

Compte-rendu de la réunion

Introduction et présentation des objectifs de la réunion

Sarah de Rekeneire, chargée de mission Sénégal à Cités Unies France, a introduit cette journée en précisant que le groupe-pays Sénégal de CUF s'attachait à travailler de manière transversale sur les thématiques abordées dans les différents projets. Comme l'illustre l'organisation quelques semaines plus tôt d'une journée sur la problématique de l'eau en collaboration avec le Programme Solidarité Eau .

La forte dynamique «jeunesse» dans les projets de coopération décentralisée franco-sénégalais amène le groupe-pays à s'inscrire dans cette démarche. .

Cette thématique avait déjà été abordée lors des assises de la coopération décentralisée sénégal-européennes qui se sont tenues à Dakar en novembre 2010, à travers un atelier qui a permis de relever l'intérêt de la synergie des acteurs dans la coopération décentralisée, notamment dans les projets en matière de jeunesse.

Au vu du nouveau contexte politique au Sénégal et du projet d'organisation d'assises à venir d'ici 2015, il est apparu important d'approfondir les échanges entre les différents acteurs de la coopération en matière de jeunesse.

Pour préparer au mieux cette réunion, le groupe-pays Sénégal et le groupe thématique jeunesse se sont appuyés sur leurs partenaires : l'Ambassade du Sénégal en France, l'association Pays de Savoie Solidaires et France Volontaires.

Cette rencontre s'inscrit dans un processus plus long, marquant les prémices d'un événement de plus grande envergure qui se tiendrait d'ici 2015, probablement sous la forme d'une journée au cours d'assises de la coopération décentralisée qui porterait sur la question de la jeunesse au Sénégal et sur la place de la coopération décentralisée dans cette problématique.

Cette journée d'échanges se donne pour objectifs :

Les objectifs de la réunion d'échanges de ce jour sont :

- **L'information des acteurs de la solidarité internationale sur l'évolution du secteur,**

- **l'identification des acteurs de jeunesse en France et au Sénégal dans le cadre de la coopération décentralisée ;**
- **la définition des problématiques liées à la coopération décentralisée en matière de jeunesse au Sénégal (qui seront plus amplement développées lors de la deuxième rencontre en 2014) ;**
- **le partage des expériences d'intervention.**
- **la préparation d'une journée « jeunesse » lors d'assises de la coopération décentralisée franco-sénégalaise de 2014.**

Linda Naïli, chargée de mission Jeunesse à Cités Unies France, a rappelé que le Groupe Thématique Jeunesse fonctionnait sur le modèle d'un groupe-pays, avec une présidente, Hélène Vincent, maire-adjointe en charge de la jeunesse à la mairie de Grenoble. C'est un espace d'échanges pluri-acteurs qui permet aux acteurs de la jeunesse et de la coopération internationale de se rencontrer, de se concerter et de partager les stratégies, les outils-initiatives mises en œuvres sur d'autres territoires en France et à l'étranger. Le groupe jeunesse dispose d'une convention annuelle de partenariat avec le ministère des Sports, de la Jeunesse, de l'Éducation populaire et de la vie associative, pour la mise en œuvre d'activités. Brièvement ses missions sont : la veille, diffusion d'informations ; échanges et mutualisation ; conseils-appui aux Collectivités Territoriales ; favoriser la mise en réseau... (plus d'informations sur le lien suivant : <http://www.cites-unies-france.org/spip.php?rubrique28>)

Le fil rouge du groupe est de montrer que la coopération internationale peut être un outil au service des politiques jeunesse : la coopération décentralisée comme la jeunesse est un sujet transversal qui permet d'aborder et de travailler sur des politiques publiques touchant la formation professionnelle, l'emploi, l'action sociale, la démocratie participative, l'accès aux loisirs... Autant de problématiques qu'on retrouve dans les projets soutenus et portés par les collectivités territoriales dans le cadre de leur coopération et c'est le cas de la coopération décentralisée franco-sénégalaise.

L'intervention de Cités Unies France a permis ensuite de dresser un bref panorama des actions de la coopération décentralisée dans ce secteur au Sénégal, illustré par quelques exemples de partenariats.

Au vue de l'atlas existant des partenariats franco-sénégalais, il est constaté que sur la centaine de coopérations, plus de la moitié ont mené au moins une action dans le domaine « éducation, jeunesse, formation professionnelle » (64%).

_ L'éducation est le champ d'action le plus développé par les partenaires : il se traduit par la construction, l'aménagement d'écoles et l'achat de fournitures scolaires.

Ex : Herouville Saint-Clair/ Agnam Civol (région Matam)

Il s'agit d'un champ d'action qui s'appuie le plus souvent sur le volontariat de type chantiers de jeunes, mais également sur les échanges entre établissements scolaires.

_ L'accès à des formations professionnelles est également fortement privilégié dans les projets de coopération, portés principalement par les régions qui en ont la compétence.

Ex : Conseil Régional Nord Pas de Calais/ Conseil Régional de Saint Louis : création d'atelier communautaire de formation professionnelle pour apprenti.

_ Les échanges de jeunes à travers les conseils de jeunes, les structures jeunesse (MJC, ...) représentent également une grande partie des activités dans ces partenariats.

_ Le volontariat à l'international occupe une place prépondérante que se soit les chantiers, le Volontariat de Solidarité Internationale... sachant également que le volontariat au Sénégal bénéficie d'un programme national (cette partie sera développée plus tard par France Volontaires).

Les projets jeunesse s'intègrent aussi dans une démarche « d'éducation au développement ou à la citoyenneté », c'est un élément moteur des coopérations.

Les pratiques de coopération en matière de « jeunesse » avec le Sénégal tendent à évoluer pour répondre au mieux aux attentes des partenaires et aux défis du pays partenaire ; il y a certainement une tendance à vouloir mieux articuler les actions de coopération décentralisée avec les initiatives/programmes portés par les autorités sénégalaises d'où l'accent mis sur la formation professionnelle. Plus généralement on voit émerger des actions d'accompagnement à la mise en place de politiques publiques, en effet quand on parle de « jeunesse », il s'agit de politiques publiques.

Toutes ces actions mobilisent différents acteurs sur le territoire et demandent des ressources financières (qui se font de plus en plus rares) et donc cette journée sera l'occasion de partager nos expériences, nos informations et les outils qui ont été mis en place.

Forts de ces constats, il est apparu important de mieux connaître les politiques nationales menées au Sénégal.

Les politiques de jeunesse au Sénégal : un état des lieux

Sarah de Rekeneire

Les politiques jeunesse s'abordent de manière transversale et intersectorielle : à travers l'éducation (formelle et non-formelle), l'apprentissage, le travail, l'emploi, la santé, mais également la citoyenneté et le volontariat.

Dans la présentation qui suit, nous nous intéresserons plus particulièrement dans le contexte institutionnel des politiques Jeunesse au plan d'action quinquennal de la jeunesse du gouvernement du Sénégal (2012-2017, mis en place par le ministre sénégalais de la Jeunesse et de l'Emploi, et de la la Promotion des Valeurs Civiques M. Benoit Sambou), à la politique nationale de l'emploi des jeunes, et à la décentralisation de ces politiques.

Cheikh Agne, conseiller à l'ambassade du Sénégal à Paris, a présenté les objectifs du plan d'actions quinquennal ; il s'agit d'impliquer davantage les jeunes dans la construction du Sénégal. Deux secteurs prioritaires ont été identifiés : l'agriculture et la formation professionnelle. Pour se faire, des agences nationales d'accompagnement des jeunes de banlieues à l'emploi sont mis en place. Au niveau rural, une aide sera apportée aux jeunes pour qu'ils cultivent les terres. Par ailleurs, l'agence du service national va être renforcée. La nouvelle politique vise également à développer les structures d'accompagnement, d'information, d'orientation et d'insertion des jeunes (type mission locale, PIJ), ce type de structures manque au Sénégal.

Rappel sur l'Acte III de la décentralisation au Sénégal :

Objectif général :

Elaborer une nouvelle politique nationale de décentralisation qui permet d'asseoir des territoires viables et compétitifs, porteurs d'un développement durable.

1. Construire une cohérence territoriale par une réorganisation de l'espace et l'émergence de pôles de développement
2. Assurer la lisibilité des échelles de la gouvernance territoriale
3. Améliorer les mécanismes de financement du développement territorial et la gouvernance budgétaire

Aux vues de ce contexte institutionnel, quelle place trouvent les collectivités sénégalaises et leurs partenaires dans la mise en place de ces politiques ?

Retour d'expériences :

Yannick Billard, chef de projet au sein du réseau départemental Pays de Savoie Solidaire, a présenté la coopération en matière de jeunesse entre le Département de la Savoie et la commune de Bignona (commune de 50000 habitants en Casamance). Il s'agit d'une coopération de 25 ans qui a débuté avec des échanges et des chantiers de jeunes. Au bout de quelques années, le bilan a établi que beaucoup d'actions s'effectuaient au coup par coup et que les jeunes n'y trouvaient pas leurs places. C'est alors qu'un travail s'est engagé avec le conseil communal de la jeunesse.

Trois constats initiaux :

- le changement de civilisation : le Sénégal est aujourd'hui mondialisé, le pays ne se positionne plus dans une politique de main tendue, les rapports sont désormais dématérialisés (avec l'arrivée d'Internet).
- 55% de la population a moins de 20 ans : ne pas travailler avec les jeunes revient à ne pas travailler avec la moitié de la population, d'où l'importance qu'ils aient leur place dans les politiques de développement.
- Les jeunes ne trouvent pas leur place dans les politiques de développement

Yannick Billard a ensuite présenté la politique jeunesse à Bignona. Ce Projet a démarré en décembre 2007 avec une première réunion où on a pu mesurer une certaine tension entre les jeunes, les structures de développement et les autorités locales. En mai 2008, l'ensemble des partenaires se sont retrouvés et se sont mis d'accord sur le fait que pour faire une politique jeunesse, il fallait faire appel aux jeunes mais aussi aux autres acteurs de développement. C'est à partir de là qu'un diagnostic a été réalisé. Un comité de pilotage pluri-acteurs a alors été mis en place. Un premier document témoin sur la place des jeunes dans les programmes de développement a été rédigé et a fait ressortir plusieurs points :

- les jeunes regorgent d'une énergie incroyable.
- Ils sont souvent mis en échec dans la mise en œuvre d'une initiative, il y a donc abandon ;
- il y a une nécessité de changer le regard de la population sur les jeunes ;

Un plan d'action jeunesse a été élaboré consistant:

- à former les jeunes à la gestion de projets
- à améliorer la communication jeunes-structures jeunesse-autorités publiques ;
- à la mise en place d'espaces ou de foyers de jeunes- ;
- à développer la formation professionnelle ;

1ere étape : la formalisation des associations de jeunes

Un travail de repérage d'associations de jeunes a été mené afin que ces dernières soient accompagnées pour leurs formalisations et leurs structurations ; cette étape est importante car cela leur a permis d'obtenir du poids vis-à-vis des autorités locales.

2ème étape : formation de 25 relais jeunes

25 animateurs jeunesse en charge de groupes de jeunes (- de 35 ans) ont été formés. Ils ont été aussi formés à la notion de projets, il a fallu leur apprendre à accompagner et non à encadrer ; mais aussi à comprendre la fonction de relais-jeunes.

3ème étape : accompagnement de 21 mini-projets jeunes

Des appels à projets ont été mis en place avec une subvention par projet d'environ 300 euros, ces appels à projets étaient accompagnés d'une démarche pédagogique. 21 projets ont ainsi pu être soutenus, ils portent sur la lutte contre la violence, la lutte contre le VIH ou le paludisme...

4ème étape : découverte de l'éducation populaire en centre aéré

Le centre aéré en Savoie a accueilli deux relais jeunes. Sur une période de deux ans, des jeunes savoyards ayant un BAFA ont co-animé les centres aérés de Bignona. Des animateurs sénégalais ont bénéficié de formation qui leur permettent aujourd'hui de gérer seuls les centres aérés.

5ème étape : réhabilitation de foyers de jeunes

Ce sont en particulier les foyers de jeunes du CDEPS qui ont été réhabilités et équipés notamment en en matériel informatique, 2560 personnes ont pu ainsi être formées.

Autres actions menées en 2013

- le curage des caniveaux
- Olympiades du sport
- les oscars de vacances
le centre aéré

Les jeunes bénéficient désormais d'un repas et d'un goûter auto-financés au sein du centre aéré ; Des visites ont été organisées au tribunal, dans un camp militaire, dans une préfecture, au conseil municipal, à la croix rouge, et dans une station de radio.

Les perspectives : il y a une volonté de passer des centres aérés aux centres de loisirs ainsi que d'organiser des échanges entre les animateurs de tous les territoires de coopération du conseil général de Savoie (Roumanie, Haïti). Par ailleurs, sur la question de la formation professionnelle, il est envisagé de mettre en place une école aux métiers, il s'agira d'accompagner les artisans dans le repérage de compétences nécessaires et de faire de la formation professionnelle « in situ » (au sein des ateliers existants).

En conclusion, « en 5 ans, nous sommes passés d'une jeunesse de contestation à une jeunesse de proposition et d'action concrète ». *dixit le coordinateur jeunesse de Bignona*

Powerpoint disponible sur le lien suivant :

<http://www.paysdesavoiesolidaires.org/data/file/site/ressources/Creation%20Politique%20de%20jeunesse%20Bignona.pdf>

A la suite de ces présentations les débats ont porté sur :

-La place des élus : le maire de Bigona a été ministre de la jeunesse mais cela n'a pas été facile pour autant de l'intéresser au projet, cela a demandé de la négociation. La mise en place de cette politique s'est fait en lien avec la mairie et en particulier avec le secrétaire général.

- Le coût du projet : le projet est porté financièrement par le conseil général de Savoie mais c'est une action peu coûteuse et avec beaucoup de résultats (environ 40000 euros sur 5 ans). Néanmoins, pour ce qui est de l'appel à projets il a s'agit d'un financement conjoint. Dans tous les budgets communaux aux Sénégal, il y a des budgets alloués aux actions jeunesse et aux conseils communaux de la jeunesse.

Le volontariat dans la coopération décentralisée franco-sénégalaise

Le volontariat est un engagement citoyen dans la solidarité internationale qui peut prendre plusieurs formes : les chantiers de jeunes, le service civique, le volontariat de solidarité Internationale.

Pour introduire le sujet du volontariat, un film-documentaire réalisé par la communauté urbaine d'Amiens a été projeté portant sur un projet de chantier de jeunes, une des formes du volontariat que l'on retrouve dans de nombreuses coopérations décentralisées.

Ce projet a été mis en place par le service jeunesse d'Amiens en partenariat avec l'association Picardie Sahel et s'inscrit dans une démarche d'éducation à travers la mobilité des jeunes. L'un des principaux objectifs du projet était de travailler et d'insister sur la notion de « solidarité » auprès des jeunes amiénois. Il est plutôt difficile de mobiliser les jeunes sur des projets mais dans le cadre de ce chantier, ils ont participé à la construction du projet, à la recherche des financements. Ils ont par ailleurs bien compris qu'il ne partait pas en vacances.

Pourtant, il a fallu faire face à certains désistements dus à l'investissement avant-pendant et après le projet qui était demandé, il est difficile pour les jeunes de se projeter dans le long terme.

La mobilisation et l'identification des jeunes se sont faites à travers les animateurs jeunesse présents dans différents quartiers d'Amiens et qui ont diffusé l'information.

10 jeunes ont été retenus sur une quarantaine d'inscrits. Les critères de sélection ont été : les motivations, les valeurs, une lettre de motivation et un entretien avec un jury.

Cette expérience a été vécue de façon différente selon les jeunes, pour certains ça a été un choc culturel ; le climat, la notion du temps, le confort...mais ce projet a été riche en réalité.

Les débats ont porté sur la question du travail en transversalité entre les services jeunesse et relations internationales ; dans le cadre de ce projet le service jeunesse s'est appuyé très peu sur le service RI, il a souhaité avant tout se limiter à ses propres compétences, à savoir la citoyenneté, les échanges, la solidarité, et travailler sur ses propres objectifs pédagogiques à savoir développer l'autonomie des jeunes et développer la notion de solidarité.

Les questions ont concerné :

- le travail en transversalité entre les services,
- sur l'accompagnement de projet (en amont et au retour) et la notion d'aide
- sur la valorisation de la citoyenneté locale
- sur la réciprocité

A la suite de cette présentation, **Patrick Robert** a exposé la plateforme France Volontaires (plus d'information sur le lien suivant : <http://www.france-volontaires.org/-Qui-sommes-nous>)

Des espaces de volontariats ont été mis en place dans plusieurs pays dont le Sénégal, à Dakar où il y a d'ailleurs une équipe de 5 personnes. Ces espaces sont des centres de ressources sur les volontariats, c'est un lieu d'information, d'orientation, de conseil et de formation. Il existe de nombreuses possibilités d'accompagnement pour les collectivités territoriales : l'appui à la construction de mission, la formation et le suivi des volontaires, les facilitations administratives et logistiques...

Le volontariat français au Sénégal c'est : 900 volontaires recensés, 88,5% de volontariats d'initiation et d'échange (principalement des chantiers de jeunes) et 7,5% de VSI. Il y a une forte augmentation du nombre de volontaires engagés en service civique à l'International même si cette forme d'engagement ne représente encore que 2% des volontaires

Leurs profils : ils ont entre 18 et 26 ans avec des missions de 1 à 3 mois (46%) et principalement dans la région de Thiès.

30% des volontaires français interviennent dans le cadre de la coopération décentralisée.

La plus-value de la mobilisation de volontaires :

- Il s'agit d'une autre façon de voir et de vivre la coopération internationale ;
- C'est un levier pour renforcer la dynamique partenariale entre collectivités et de développer les échanges de coopération de « territoire à territoire ».

- C'est un moyen d'encourager la mobilité des jeunes.

Les enjeux autour du volontariat : mieux faire connaître les différentes formes de volontaires et leurs plus-values et de développer la réciprocité à travers l'accueil de jeunes volontaires issus des territoires de coopération.

Il a été ajouté que la ville de Lille avait également recouru à un VSI dans le cadre de sa coopération avec la commune de Saint-Louis ; ce dernier a une mission auprès de l'Agence communal de développement de Saint-Louis.

Présentation ppt disponible sur le lien suivant: http://www.cites-unies-france.org/spip.php?article1968&var_mode=calcul

Les volontariats internationaux

Des outils pour renforcer les coopérations décentralisées franco-sénégalaises

Expérience de l'association ADOS Ardèche Drôme Ourosogui Sénégal

La dernière présentation de la journée a été effectuée par **Michaële Groshans d'ADOS** ; Le volontariat étant un axe transversal de cette association depuis sa création en 1985, qui a d'ailleurs orienté et influencé l'équipe d'aujourd'hui. ADOS est aujourd'hui composée d'une équipe franco-sénégalaise en France et au Sénégal. L'association accompagne des initiatives portées par des acteurs du territoire (un lycée, une radio, une association...), et les met en lien avec la coopération décentralisée. ADOS accompagne également des communes ou conseils généraux de la Drôme et de l'Ardèche qui souhaitent mettre en place un dispositif pour mobiliser des jeunes du territoire dans la coopération décentralisée.

Depuis 1995, l'association envoie des VSI, elle dispose également d'un coordinateur au Sénégal qui apporte un appui technique sur les projets. Suite à une évaluation en 2005, un poste de VSI dédié à l'animation de partenariats d'acteurs a été créé. Et depuis 2011, ADOS a recouru au volontariat de service civique pour des missions de 6 mois à 1 an.

Les postes de VSI sont entièrement financés par la Région Rhône-Alpes.

En perspective, dans le cadre du programme *Réciprocité* qui vise à promouvoir le volontariat sud-nord, une mission est en construction pour accueillir un volontaire sénégalais en France pour une mission de 10 mois. Ce volontaire sénégalais va participer aux activités d'éducation à la citoyenneté en Drôme et en Ardèche.

Il est également en projet qu'ADOS travaille avec le PEPAM et le Ministère sénégalais de la Jeunesse sur l'expérimentation d'un corps de volontaires sénégalais autour des problématiques de l'eau. Il s'agirait de former, mobiliser et accompagner de jeunes volontaires sénégalais qui seraient positionnés en appui des collectivités locales et associations de gestion d'usagers des forages. ADOS a une expérience en la matière, elle travaille d'ailleurs sur un programme régional hydraulique et assainissement qui mobilise en complémentarité du travail d'appui au développement local au Sénégal une diversité d'acteurs de la région Rhône Alpes : techniciens des services de l'eau, syndicats, experts bénévoles du secteur de l'eau, formateurs et apprentis dromois de filières canalisations – plomberie,. A titre d'exemple, un partenariat s'est mis en place en 2010 entre un CFA (Centre de Formation d'Apprentis) de la Drôme avec le Centre de Formation Professionnelle d'Ourosogui. Chaque année des missions réciproques d'échanges entre formateurs, et entre jeunes apprentis sont organisées, notamment dans le cadre d'un chantier-école en région de Matam.

Présentation powerpoint disponible sur le lien suivant : http://www.cites-unies-france.org/spip.php?article1968&var_mode=calcul

Débat / Echanges : Quelle valeur ajoutée pour les projets de coopération décentralisée franco-sénégalais en matière de jeunesse ?

A la suite des différentes interventions et aux échanges, quelques axes de travail ont été dégagés et pourraient être abordés lors des assises :

- Regard croisé sur les politiques jeunesse en France et au Sénégal : il s'agira, à travers un état des lieux, d'identifier les acteurs et les dispositifs en direction des jeunes ; cette partie paraît incontournable pour bien comprendre les enjeux et les priorités en matière de jeunesse au Sénégal et en France.
- Il pourrait être intéressant d'aborder la place des jeunes et des politiques jeunesse dans les politiques publiques.
- La synergie d'acteurs, qui avait été abordée lors des assises de 2010, reste une question importante : comment faire travailler des acteurs différents sur un même projet auprès d'un public jeune ? Cela pose la question également du croisement entre les services jeunesse et RI d'une collectivité. Lors de la réunion, nombreux sont les intervenants qui ont souligné leurs difficultés ou tout simplement la non sollicitation ou implication d'un service jeunesse ou RI lors d'un projet de chantiers ou d'échanges de jeunes.
- La question de la réciprocité est revenue à plusieurs reprises.

Calendrier de travail :

- rédaction et diffusion d'un compte-rendu – janvier 2014
- organisation d'une deuxième journée d'échanges en vue des Assises prévues à l'automne 2014
- mise en place d'un comité mixte sénégalais-français.